

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

AILRC-FR

Index AI : EUR 65/002/2013

23 avril 2013

La Macédoine doit empêcher les attaques homophobes

L'attaque commise samedi 20 avril contre des militants des droits des personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI) dans l'ex-république yougoslave de Macédoine met une nouvelle fois en évidence le besoin urgent d'une protection législative contre la violence homophobe et transphobe et toute autre forme de discrimination liée à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre, a déclaré Amnesty International mardi 23 avril.

Le 20 avril, des militants de deux ONG, LGBT United et la Coalition pour les droits sexuels et de santé des communautés marginalisées, ont été pris pour cible par un groupe de supporters de football dans la ville macédonienne de Bitola.

Ils distribuaient dans la rue principale de la ville des affiches sur les droits des personnes LGBTI en tenant des drapeaux arc-en-ciel et des pancartes dans le cadre d'un projet intitulé « Initiative citoyenne pour les droits des LGBT ». Trois d'entre eux ont été agressés par quatre hommes rejoints ensuite par trois autres. Ceux-ci ont saisi brusquement leurs affiches et les ont utilisées pour les frapper à la tête et au visage. Ils les ont insultés, ont craché sur eux et les ont poussés à droite et à gauche. Lorsqu'un militant a tenté d'appeler avec son téléphone mobile pour demander de l'aide, l'un des agresseurs a attrapé l'appareil qu'il a jeté par terre, en menaçant de le tuer.

Dès le départ des assaillants, les militants ont signalé l'attaque à la police et demandé aux services du ministère de l'Intérieur de retrouver immédiatement ses auteurs et de les traduire en justice.

À la suite de cette agression, LGBT United a reçu plusieurs menaces d'attaques physiques, dont certaines s'apparentaient à des menaces de mort, sur sa page Facebook. Une photo des militants a en outre été publiée sur la page Facebook officielle de l'association des Amateurs de sport macédoniens, accompagnée du message suivant : « Plus jamais les pédés ne mettront les pieds à Bitola. »

Ceci est le dernier cas en date de violence envers les personnes LGBTI en Macédoine. En octobre, le centre de soutien aux LGBTI a été attaqué à Skopje et en novembre, à l'approche d'un défilé prévu pour la Journée internationale de la tolérance, des militants LGBT ont été pris pour cible également dans la capitale.

Les autorités macédoniennes n'ont jusqu'à présent pas inclus la protection contre la discrimination liée à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre dans la législation nationale. Il n'existe pas non plus de disposition législative prévoyant d'enquêter et d'engager des poursuites pour les crimes de haine, notamment ceux motivés par l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

Amnesty International prie instamment les autorités macédoniennes de veiller à ce que des enquêtes impartiales et efficaces soient ouvertes dans les meilleurs délais sur la récente agression à Bitola et toutes les autres attaques contre la vie ou les biens de personnes ou d'organisations

LGBTI. Toute motivation homophobe ou transphobe présumée doit faire l'objet d'une enquête approfondie et les auteurs présumés doivent être jugés dans le cadre d'une procédure équitable.

Le gouvernement doit par ailleurs prendre immédiatement des mesures pour modifier la législation en matière de lutte contre la discrimination afin qu'elle inclue l'orientation sexuelle et l'identité de genre en tant que motifs particuliers de discrimination. Enfin, en l'absence de législation interdisant les crimes de haine, le gouvernement doit, sans délai et en consultation avec les organisations LGBT, présenter un projet de loi en la matière qui intègre spécifiquement les crimes motivés par l'orientation sexuelle et l'identité de genre, ainsi que par l'origine ethnique, la race, le genre et les autres raisons reconnues par les normes internationales.

Document public

International Secretariat, Amnesty International, 1 Easton St., London WC1X 0DW, Royaume-Uni

www.amnesty.org